

France, Europe et monde

Les tendances économiques de l'agriculture

*Lucien Bourgeois**

Dans 50 ans, le secteur agricole restera stratégique même dans nos pays développés et il faudra toujours autant de temps pour faire un grain de blé.

L'agriculture française a subi une transformation impressionnante depuis la deuxième guerre mondiale. Elle n'a désormais plus rien à envier à celle des pays producteurs les plus compétitifs du monde en matière de techniques de production. Les résultats, très favorables de ses échanges extérieurs, en donnent la preuve. Mais elle occupe désormais une place très restreinte dans l'emploi ou dans la valeur ajoutée de notre pays. En 1950, près d'un Français sur trois travaillait dans ce secteur. La proportion a été ramenée à 3 % aujourd'hui. Mais dans la mesure où les produits agricoles contribuent à l'alimentation des hommes, les Etats ne peuvent pas traiter ce secteur de la même manière que celui des autres produits de consommation. Cela explique un certain nombre de particularismes aussi bien pour la gestion du marché français que pour les échanges sur le marché mondial. Dans un monde où la pression démographique reste forte, au moins jusqu'en 2050, ces particularismes ont des chances de durer.

EN FRANCE : UN EXCEDENT COMMERCIAL QUI SE MAINTIENT

Des agriculteurs de moins en moins nombreux. En 1950, la France comptait plus de 5,5 millions d'actifs agricoles, soit environ 30 % de la population active totale. D'après le recensement agricole de 2010, il n'en reste plus que 966 000 pour l'équivalent de 750 000 emplois à plein temps (UTA). Cette diminution s'est ralentie au cours du temps mais reste encore forte actuellement. Le secteur agricole a perdu 206 000 emplois dans les dix dernières années. Le

* Economiste. Consultant.

nombre des exploitations agricoles reste important avec 490 000 unités mais, quand on élimine les petites exploitations de complément, les 310 000 qui restent réalisent 96 % du chiffre d'affaires total. Ces entreprises restent à dominante de travail familial contrairement à ce qui se passe dans beaucoup d'autres secteurs. La main-d'œuvre salariée ne constitue que moins de 30 % de la force de travail.

La part des aides dans le revenu agricole en augmentation régulière. La productivité du travail a augmenté à un rythme très rapide mais il n'en est pas de même pour la productivité des achats de produits industriels et celle des investissements qui ont eu tendance à stagner, même si les achats de certains engrais se sont réduits. Cette augmentation de productivité a permis une forte baisse des prix des produits agricoles. En 20 ans, ils ont baissé de moitié en valeur constante. De ce fait, les aides directes ont pris une part de plus en plus importante dans le revenu agricole au point que certaines années le revenu net d'amortissements de la Ferme France a été inférieur à la somme des aides !

DEPUIS 50 ANS,
LA PART
DE L'ALIMENTATION
DIMINUE
DANS UN BUDGET
DES MENAGES
EN FORTE AUGMENTATION

Une consommation alimentaire constituant moins de 20 % des dépenses des ménages. L'alimentation constitue désormais une part de plus en plus faible du budget des ménages. La part des dépenses pour l'alimentation à domicile est inférieure à 15 %. Il faut y ajouter environ 5 % pour les dépenses hors domicile dans les cantines et restaurants. Mais ce n'est pas parce que cette part a fortement baissé depuis 50 ans que les ménages mangent de moins en moins. Ce qui s'est réduit, c'est la part de l'alimentation dans leur budget global. Or, ce budget a fortement augmenté avec la croissance du pouvoir d'achat observée depuis 50 ans.

Les échanges extérieurs, un point fort de la France. Notre pays dégage un excédent de sa balance des échanges agroalimentaires depuis le début des années 70. Après avoir diminué en 2009, cet excédent a dépassé 11 milliards d'euros en 2011. L'essentiel de cet excédent s'explique par la spécialisation de la France sur les vins et boissons. Les céréales sont aussi un point fort qu'il faut relativiser en rappelant notre dépendance extérieure en matière de soja. D'une façon générale, les exportations progressent pour les produits transformés et en particulier pour les produits vendus dans l'Union européenne.

DANS L'UNION EUROPEENNE : UNE POLITIQUE AGRICOLE PROFONDEMENT REFORMEE

Le grand tournant de la PAC de 1992 : les aides directes au revenu. La PAC a désormais plus de 50 ans d'existence. Elle a été considérablement réformée en 1992. A partir de cette date, l'UE a adopté un système d'aides directes au revenu des agriculteurs assez proche de ce qui était fait aux Etats-Unis. Au départ, ces aides se justifiaient pour compenser les baisses de prix qui permettaient de faire converger les prix européens vers ceux du marché mondial. Progressivement, la justification a plutôt été de compenser les exigences supplémentaires en matière environnementale imposées aux agriculteurs par rapport aux produits importés.

LES DEPENSES
DE L'UNION EUROPEENNE
NE REPRESENTENT QUE 1 %
DE SON PIB TOTAL

Le budget de la PAC maîtrisé depuis 20 ans. Grâce au changement de politique intervenu en 1992, les dépenses agricoles sont restées stables depuis 20 ans. Leur part dans le budget européen est passée de 60 à 40 % du budget de l'UE. Cette part semble encore importante car le secteur agricole fait partie des rares domaines qui font l'objet de préoccupations communes dans l'UE. Les dépenses de type « fédéral » sont encore insignifiantes puisqu'elles sont limitées à 1 % du PIB total de l'Union alors qu'elles atteignent 19 % aux Etats-Unis. Grosso modo, la PAC représente une dépense de l'ordre de 50 milliards d'euros par an soit environ 100 euros par habitant et par an.

Propositions pour 2014-2020 : le maintien du budget au niveau actuel. Le commissaire à l'Agriculture, Dacian Cioloș, a présenté les propositions de la Commission Européenne pour la PAC entre 2014 et 2020. Le budget agricole serait maintenu en valeur courante. Contrairement à ce qu'on pouvait craindre avant 2008. La crise mondiale sur les produits alimentaires a eu pour résultat de diminuer les risques de suppression des dépenses agricoles. Les principaux changements concernent une généralisation des aides à tous les secteurs de production. Comme on procède à enveloppe constante, cela signifie que les aides pour les céréales ou pour la viande bovine baisseront au profit, par exemple, des producteurs de fruits et légumes qui ne touchent rien actuellement. La Commission propose aussi une meilleure convergence des aides entre pays mais, comme l'opération est difficile, elle serait repoussée à 2029.

IL N'Y A TOUJOURS PAS
DE POLITIQUE FISCALE,
SOCIALE
ET ENVIRONNEMENTALE
COMMUNE

La concurrence entre pays européens. On assiste à une exacerbation de la concurrence entre pays européens. Car, si la PAC est unique, il n'y a toujours pas de politique fiscale, sociale et environnementale commune. Même un pays comme l'Allemagne qui était traditionnellement un pays

**BULGARIE, POLOGNE,
ROUMANIE
RASSEMBLENT LA MOITIE
DES EXPLOITATIONS
AGRICOLLES
DE L'UNION
MAIS SEULEMENT 10 %
DE SA PRODUCTION AGRICOLE**

importateur de produits agricoles, est devenu un redoutable concurrent dans certains domaines. Cela prouve qu'il y a des marges de manœuvre nationales et que tout ne se décide pas à Bruxelles.

L'avenir de l'Union européenne. La crise financière affecte un certain nombre de pays comme la Grèce, l'Espagne ou l'Italie et met en péril la monnaie commune. La PAC sera en première ligne alors que les mesures ne sont pas encore partout les mêmes et que les inégalités se sont accrues avec l'élargissement. La moitié des exploitations agricoles de l'UE se situent désormais dans trois pays, la Roumanie, la Pologne et la Bulgarie, qui ne réalisent que 10 % de la production agricole totale.

Une volatilité croissante des prix. Depuis 1992, l'UE a décidé de privilégier le pilotage des marchés agricoles par un alignement des prix sur ceux des marchés mondiaux. Les diverses mesures internes de soutien des prix ont été progressivement supprimées ce qui a entraîné une volatilité croissante des prix des produits agricoles. Cette volatilité augmente les risques pour tous les acteurs de la filière et provoque aussi des accroissements des marges commerciales. Les aides découplées s'avèrent insuffisantes les années où les prix sont bas et quelquefois inutiles quand les prix sont très élevés.

DANS LE MONDE : TROIS DEFIS A RELEVER

**LA CHINE
EST LE PREMIER
PRODUCTEUR MONDIAL
DE CEREALES**

La production agricole progresse plus vite que la population, surtout celle de céréales depuis la dernière guerre mondiale. En 50 ans, la population a doublé et la production triplée. Depuis 30 ans, les échanges mondiaux se sont développés beaucoup moins rapidement que la production. Ce sont, en effet, les pays à forte croissance démographique qui ont le plus augmenté leur production, en particulier l'Asie et plus spécialement la Chine. Ce pays est devenu le premier producteur mondial de céréales mais aussi de viandes, de poissons de pisciculture, de pommes et de bien d'autres produits ! Certes, la Chine a accru fortement ses importations de soja mais reste à peu près auto suffisante pour les céréales nécessaires à l'alimentation humaine.

L'enjeu démographique. Les projections démographiques actuelles tablent sur une nouvelle progression de deux milliards d'habitants d'ici 2050. Il y a toute chance pour que la progression réelle soit inférieure, car les prévisions ont toujours été revues à la baisse depuis 50 ans. Il n'empêche qu'il y a un enjeu important pour l'alimentation. La quantité

**40 % DE LA POPULATION
ACTIVE DU MONDE
N'A QUE L'AGRICULTURE
POUR VIVRE**

disponible de terres arables et d'eau est limitée, même s'il reste plus de ressources inutilisées qu'on ne le dit souvent. Une chose est sûre, on ne pourra pas se passer du potentiel existant, y compris dans les pays riches. Aucun pays ne peut prendre le risque de confier à un autre le soin d'assurer ses besoins vitaux. Cela ne veut pas nécessairement dire que nos pays doivent « nourrir le monde » mais que la France ou les autres pays de l'UE doivent rester vigilants sur leur approvisionnement alimentaire.

La souveraineté alimentaire. Dans ce contexte, chaque pays devra s'efforcer de mieux atteindre une certaine forme de sécurité alimentaire. L'exemple de la Chine est intéressant car elle parvient à assurer cet équilibre avec un hectare de terres arables pour 10 habitants. C'est le chiffre maximum qui sera atteint dans les pays les moins avantagés à horizon 2050. Mais cela suppose que les Etats puissent adopter les mesures nécessaires pour augmenter la production agricole. Il ne faut pas oublier d'abord que 40 % de la population active du monde n'a que celle-ci comme possibilité de survie et que, dans de nombreux pays, la population rurale augmente encore en valeur absolue. Il faut donc permettre à ces personnes de s'insérer dans les circuits économiques à partir de la production agricole. Les recettes sont connues. Elles ont été expérimentées dans maints pays et, en particulier, en Europe après la deuxième guerre mondiale. Il faut sécuriser le prix des produits agricoles pour permettre à ceux qui font des investissements de pouvoir les amortir. Le risque ensuite est la surproduction ! Mais il y a désormais une longue expérience pour empêcher cette surproduction de faire baisser les prix de façon excessive.

**UNE CORRELATION
DE PLUS EN PLUS FORTE
ENTRE PRIX DES CEREALES
ET PRIX DU PETROLE**

L'enjeu énergétique. Les ressources d'énergie fossile liquide sont limitées et la demande augmente sans cesse avec le développement économique rapide des pays émergents. La tentation est grande d'utiliser les produits agricoles pour augmenter l'offre. Les Etats-Unis ont affecté une part croissante de leur production de maïs à la fabrication d'éthanol. En 10 ans, cette part est passée de 5 à 50 % de leur production. Pour l'ensemble des céréales, les usages industriels atteignent 305 millions de tonnes en 2011, soit très exactement un sixième de la production totale. Depuis quelques années, on assiste à une corrélation de plus en plus forte entre prix des céréales et prix du pétrole. Si cette corrélation perdurait, elle serait très dangereuse pour l'alimentation dans les pays les plus pauvres. ■